

FERNAND LORiot

---

# Un An après Tours

---

---

Discours prononcé le 5 février 1922

au Compte rendu

du Congrès de Marseille à la Fédération de la Seine



CAHIERS COMMUNISTES

123, Rue Montmartre, 123

PARIS

Prix : 0 fr. 40

*La Fédération de la Seine avait convoqué, le 5 février 1922, ses militants à la Grange-aux-Belles pour le compte rendu de mandat de ses délégués au Congrès de Marseille.*

*Notre camarade Fernand Lorient, démissionnaire du Comité directeur, avait tenu, pour préciser sa pensée, à rédiger son discours, dont l'importance apparut telle à certains auditeurs qu'ils en réclamèrent la publication dans le Bulletin Communiste.*

*Le président de séance objecta que l'Assemblée n'avait point qualité pour décider de cette publication.*

*Un certain nombre de camarades se sont alors décidés spontanément à poursuivre l'impression du discours de Lorient. Ils ont offert leurs signatures et leur appui fraternel aux éditeurs improvisés des Cahiers Communistes.*

*Les nécessités de l'impression nous obligent à ne publier que les noms des premiers signataires chaque courrier nous apportant de nouvelles adhésions.*

Citoyenne BLANCHET (9°), BOYET (3°), BARRAT (20°), BONNET (Romainville), BONNEFOY (20°), BALLICIONI (5°), BORDAGE (20°), BRUNEL (Nanterre), BROUSSE (2°);

CLAMAMUS (Bobigny), COUTURIER (20°), COUSIN (9°), CHANCEL (Asnières);

DIONNET (Puteaux), FERNAND DESPRÈS (20°), DELSOL (2°), DU MOULIN (20°);

MAURICE FROMENTIN (Puteaux), FOUCHAUT (3°);

GRANDIN (2°), NOËL GARNIER (9°), GASSE (20°), ALIX GUILLAIN (9°), ANDRÉ GYBAL (15°), GAVOILLE (11°);

ALZIR HELLA (6°), HARTMANN (3°), HOLMIÈRES (20°);

IUBERT (20°);

JUSTINART (3°);

Citoyenne KAUFFMANN (10°);

LANGLOIS (20°), BERNARD LECACHE (9°), LUGA (Saint-Ouen);

MARCEL MARTINET (20°), MERCIER (9°), MESSENGER (20°), METISLOVSKY (5°), MEUNIER (Neuilly), MONTELLARD (20°);

NICOLE (2°);

POZOT (18°), ROBERT PELLETIER (5°), PALICOT (13°), MAURICE PAZ (9°), POLIAN (2°), PORTMANN (20°);

ALFRED ROSMER (20°), RENÉ REYNAUD (9°), GABRIEL REUILLARD (9°); Citoyenne YVONNE SADOUL (5°), HENRI SUCHET (9°), SORBÉ (2°), SOLAGE (2°), SALLES (Saint-Ouen);

LE TARRIDEC (2°), HENRY TORRÈS (9°), ALBERT TREINT (19°), GUY TOURRETTE (9°), TABARD (3°);

VANDENBROUCQUES (20°), RENÉ VIRAULT (9°), MARCEL VANDOMME (20°), PAUL VAILLANT-COUTURIER (9°);

WALTER (3°), WARNES (17°).

# Un an après Tours

## La formation du Parti

Pour bien comprendre le sens véritable de la crise politique intérieure qui, latente avant Marseille, est apparue en pleine lumière lorsque fut proclamée la composition du nouveau Comité directeur, il est nécessaire de faire un retour sur le passé.

Le Parti, tel qu'il sortit de la scission de Tours, était formé par la réunion de deux courants bien distincts :

1° Un courant communiste, déjà reconnu officiellement comme tel par l'Internationale communiste, et qui formait la Section française de cette internationale. Il était composé des camarades du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale. L'influence de ce Comité sur les masses militantes du Parti était telle, qu'à Strasbourg, les résultats acquis permettaient au Comité d'escompter, à bref délai, la constitution d'une majorité placée sous son égide et disposée à rallier sans réserves l'Internationale communiste;

2° Un courant formé des camarades reconstructeurs, déjà maîtres de la direction dans la plupart des Fédérations provinciales et obéissant au mot d'ordre d'adhésion lancé dans le pays par les camarades Cachin et Frossard, retour de Russie.

Sans généraliser les sentiments qui déterminèrent en dernière heure l'évolution des dirigeants reconstructeurs, on peut dire, parce que c'est aujourd'hui un fait vérifié, que beaucoup, en donnant leur adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, ont plutôt cédé au courant qui emportait les masses militantes, qu'accepté vraiment, sans restrictions mentales, les mots d'ordre du communisme international.

En maints endroits, ils marquèrent leur souci d'assurer la pérennité d'un état de choses condamnable et théoriquement condamné. Les premiers artisans de l'adhésion, leurs adversaires de la veille, restèrent pour eux des adversaires que les circonstances obligeaient parfois à ménager, mais dont ils s'efforcèrent quand même de neutraliser l'action.

Dans les jours qui précédèrent le Congrès de Tours, les circonstances favorisèrent indiscutablement l'action des camarades reconstructeurs. Le Comité de la III<sup>e</sup> Internationale était désorganisé par l'emprisonnement de ses principaux militants. C'est de la Santé que ceux-ci devaient suivre les péripéties de la campagne entreprise dans le pays par Cachin, Frossard et leurs amis.

C'est dans les conditions les plus difficiles que les éléments déjà intégrés à la III<sup>e</sup> Internationale étaient appelés à résoudre, conformément aux intérêts de leur tendance, les multiples problèmes dont la solution s'imposait avant Tours.

Il n'est pas dans nos intentions, aujourd'hui, de dissimuler nos erreurs et nos fautes. Elles furent nombreuses et l'expérience nous les fait apparaître maintenant avec une clarté suffisante.

Un certain nombre cependant trouvent au moins une explication dans les difficultés d'une information exacte de ce qui se passait dans les multiples cellules du Parti et du contrôle des véritables sentiments qui animaient les masses inspirées sans contrepois sérieux par les reconstituteurs ralliés.

Ainsi, la plupart des Fédérations restent sous l'influence et sous la direction de ces derniers. Il en est de même au centre du Parti où ils conservent les principaux postes. Habitué de longue date au maniement du Parti, disposant dans presque toutes les organisations fédérales ou locales, d'un personnel militant en plein accord avec eux, ils peuvent ainsi influencer puissamment toute la vie intérieure de l'organisation.

Dès l'origine donc, les communistes se trouvent emprisonnés dans le réseau serré, cohérent, ancien, formé par tous les militants ralliés et ce fait les met dans un état évident d'infériorité.

Un an après, à Marseille, que voyons-nous ?

Les chefs ralliés restent à la tête du Parti, renforcés d'éléments n'ayant jamais caché qu'ils ne demeureraient dans le Parti que par discipline. Par contre, les représentants du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale, évincés directement ou mis dans l'obligation morale de partir, sont éliminés.

Cette transformation de la direction du Parti a des causes qu'il importe de préciser objectivement.

### Unanimité de façade

Certains camarades se sont efforcés, à Marseille et depuis ce Congrès, d'accréditer l'idée que nos divergences de vues ne portent que sur des questions de personnes. A l'appui de leurs affirmations, ils invoquent la prétendue unité qui régnait au sein de l'ancien Comité directeur. Parce que nos noms figurent au bas des thèses qui ont été votées à Marseille, on soutient qu'il n'existe entre nous aucune divergence politique.

Rien n'est plus inexact.

Sans doute, nous avons contresigné les thèses et nous déclarons, encore aujourd'hui, qu'elles nous donnent largement satisfaction. Elles éclairent, sur certains points, la voie dans laquelle nous entendons nous engager. Mais, en dehors de la question syndicale, de la question agraire, de la politique électorale, de la défense nationale et de l'organisation des femmes, il y a un certain nombre de questions relatives à l'organisation et à la politique générale du Parti qui sont de la plus haute importance, dont l'ancien Comité directeur a déjà eu à connaître et pour la solution desquelles nous professons des opinions complètement différentes de celles de la majorité des représentants du Parti.

Ces divergences de vues n'ont pas, comme on tente de le faire croire, pris naissance à l'issue des débats du Congrès de Marseille à l'occasion de la non réélection au Comité directeur du camarade Boris Souvarine.

En réalité, les deux tendances dont le rapprochement a formé le Parti communiste actuel, ne se sont jamais fondues. Le fait que, depuis Tours, elles n'ont pas toujours été représentées par les mêmes personnes, que, de part et d'autre, certains camarades se sont découverts occasionnellement ou définitivement plus d'affinités avec leurs anciens adversaires, est normal et n'infirme en rien cette constatation.

Des antagonismes plus ou moins profonds sont apparus, au cours même des pourparlers qui ont abouti aux compromis de Tours et il nous faut bien rappeler, pour fixer notre position et certaines responsabilités, qu'en renonçant spontanément au bénéfice des 21 conditions qui nous assuraient la suprématie dans la direction du Parti, nous avons montré à la fois notre confiance, notre loyauté et notre volonté d'arriver à un accord parfait.

Pour être restés un certain temps latents, ces antagonismes n'en existaient pas moins. Ils se sont manifestés dès le retour en France de la délégation du Parti au 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale et se sont exprimés d'une façon constante au sein du Comité directeur.

Si nous n'avons pas porté le différend immédiatement à l'extérieur, c'est que nous savions qu'il en résulterait une crise politique grave dans le Parti, crise dont nous voulions laisser l'entière responsabilité à ceux qui persistaient à mettre obstacle à nos projets et à ceux de l'Internationale.

Dans une des nombreuses lettres qu'il a adressées au Comité directeur, le camarade Souvarine s'exprime ainsi :

« Si je tiens à saisir le Comité directeur de quelques-unes de mes opinions qui contredisent celles qui semblent être exprimées au nom du Parti, c'est que l'am<sup>i</sup> Frossard a déclaré au Conseil national que le Comité directeur a toujours été d'accord depuis Tours. Je suis obligé de contredire entre nous son affirmation qui ne tend à rien moins qu'à dénier à certains d'entre nous le droit de critiquer certains aspects de la direction du Parti. Je précise. Pour ce qui me concerne personnellement, je n'ai pu participer qu'à deux séances du C. D. entre ma sortie de prison et mon départ pour Moscou, et il est vrai qu'à ces deux séances, il n'y a pas eu de désaccord. Mais Frossard viendra, et beaucoup d'autres camarades en conviendront aussi, que, très fréquemment, nous avons eu l'occasion, dans des conversations privées, de dire que tout n'allait pas pour le mieux dans le meilleur des Partis; que j'ai très fréquemment, soit à la Santé, soit à l'*Humanité*, protesté contre certaines fautes commises. Par esprit de conciliation, par volonté de concorde et d'union, et avec l'espoir d'améliorations promptes, je n'ai pas rendu publics ces différends.

« Je continue de penser qu'il fallait les laisser dans l'intimité, et essayer de les résoudre dans les conversations privées. Je ne regrette donc rien. Mais tout ce que je demande, c'est qu'on ne dise pas publiquement, à une tribune, que nous avons tous approuvé tout ce qui a été fait. L'esprit de bonne camaraderie, le désir d'arriver à une fusion complète des deux anciennes tendances du Parti, nous ont commandé de taire en public ce que nous disions dans le privé, voilà l'exacte vérité. Ceci dit, simplement pour éviter d's malentendus. Beaucoup de camarades pourraient témoigner si besoin était de ce que j'avance. Je pense que cela ne sera pas contesté; mais, dans le cas contraire, j'espère que l'on me répondra franchement comme j'ai l'habitude de parler moi-même. Et j'insiste sur la nécessité de ne pas laisser subsister entre nous la moindre équivoque, de dissiper loyalement tout ce qui pourrait empoisonner nos discussions. »

## Opposition à l'Internationale et au Parti

Au retour de la délégation du Parti à Moscou, le Comité directeur avait à prendre position sur différentes résolutions issues des délibérations de l'Internationale et des délégués français.

Il avait à statuer notamment sur :

- Le contrôle de la presse;
- Les conditions de la collaboration politique des membres du Parti aux publications non soumises à ce contrôle;
- La réorganisation des organismes directeurs du Parti;
- La discipline de nos membres;
- La question de l'aide financière de l'Internationale;
- L'action clandestine du Parti...

Toutes choses dont dépendent, dans la plus large mesure, le fonctionnement et le développement du Parti.

Or, dans toutes ses séances, le C. D. s'absorbait uniquement dans l'examen d'affaires secondaires, négligeant toujours d'aborder la discussion des choses essentielles.

La direction du Parti se déclarait toujours d'accord avec la délégation et avec l'Internationale, mais cet accord restait purement formel et verbal. En réalité, croissait une opposition sourde, habile à ne pas se manifester ouvertement. Mais l'accumulation de résistances passives, subtiles, insaisissables, faisait que rien n'était réalisé.

En octobre, Humbert Droz, délégué par l'Exécutif, vient à Paris. Dans des conversations dont il existe un compte rendu sténographique, il est entendu que la discipline du Parti sera renforcée, le contrôle de la presse organisé, la direction affermie par la création d'un presidium et que l'on cherchera à développer le caractère ouvrier du Parti.

Néanmoins, après le départ d'Humbert Droz, les mêmes résistances s'opposent à toutes les réalisations auxquelles on s'était engagé.

Le 11 novembre, sur nos instances, le Comité directeur décide enfin d'entendre le camarade Renoult, rapporteur de la Commission de la presse. Celui-ci présente, au nom de l'unanimité de la Commission, une résolution notoirement insuffisante et beaucoup plus inspirée des sentiments provoqués par certaines épithètes des lettres de Souvarine que par le désir d'appliquer franchement la résolution de Moscou.

Pour en fournir la preuve, nous avons demandé au Comité directeur la publication du texte du camarade Renoult, mais le C. D. n'a pas cru devoir déférer à ce désir.

Sous prétexte que l'Internationale n'avait pas nettement précisé ce qu'il fallait entendre par « Contrôle de la presse », le texte fut enterré et la campagne du *Journal du Peuple* et de *La Vague* put impunément se continuer; elle continue encore aujourd'hui.

Nous fîmes remarquer à cette séance, où l'on feignait de déplorer les polémiques en cours, tout en ne faisant rien pour arrêter celles du *Journal du Peuple*, que le plus sûr moyen d'éviter des critiques du genre de celles de Souvarine, c'était de s'efforcer de ne pas les mériter. Si, en effet, nous avons protesté vivement à diverses reprises, c'est parce que certains membres du Parti pratiquent ouvertement et impunément une politique contraire à celle du Parti et de la III<sup>e</sup> Internationale.

La campagne pour la constitution du bloc des gauches n'est pas communiste; la campagne pour le triomphe du syndicalisme révolutionnaire sur le communisme, menée par des membres du Parti, n'est pas communiste. Il s'agit de savoir, notre doctrine et notre tactique étant très clairement précisées, si un membre du Parti pourra toujours publiquement combattre le communisme. Cet incroyable privilège subsiste encore aujourd'hui sans que les dirigeants du Parti esquissent le moindre geste pour y faire obstacle. Tous leurs efforts ont été et sont encore dirigés, au contraire, contre notre tentative de redressement, mais ils tolèrent que, dans l'organe officiel d'un groupe de grandes fédérations provinciales, un membre du Parti écrive :

« Les travailleurs, les producteurs de toutes les richesses sociales n'ont pas à être à la remorque d'un parti, tant rouge soit-il, mais à être, à former eux-mêmes leur propre parti de classe et d'affranchissement... »

« Messieurs les maîtres communistes, faites attention... Prenez garde et regardez l'histoire de vos devanciers dans la maîtrise des hommes et des choses... Mais les communistes? le changement de régime? l'abolition de la propriété privée? des mots! et nous avons déjà eu l'occasion de voir des membres du Parti communiste s'éloigner de ce qui constitue, au point de vue social et moral, la base du communisme. L'abolition de la propriété privée, sans l'abolition de l'étatisme, des hiérarchies et des privilèges, ne vaudrait pas la peine d'une révolution. » (*L'Étincelle*, 7 janvier 1922, organe de la Fédération des Vosges, Meurthe-et-Moselle et Meuse).

Le 16 septembre, Fabre manifeste ses sentiments à l'égard du Comité directeur, en écrivant: « M'est avis que nous serions depuis longtemps en pleine lumière, si au lieu de confier à un Comité directeur qui n'en peut mais, les destinées du Parti, nous avions institué dans nos sections de larges débats. »

Le 29 septembre, faisant allusion à la campagne menée dans son journal, il marque l'idée qu'il se fait de la discipline, en disant: « Nous continuerons notre action comme par le passé, en dehors de tout parti aveugle, étroit et sectaire. »

Qu'on ne vienne pas prétendre que ce sont là des faits isolés. De pareils exemples abondent et sont la véritable cause du marasme et de la confusion dont souffre le Parti à l'heure actuelle.

La campagne de dénigrement menée dans le *Journal du Peuple* par des membres du Comité directeur, en est la preuve. Les propositions de résolutions venues de Moscou y sont représentées comme des ukases, et la lettre de démission, adressée au *Journal du Peuple* par le secrétaire général du Parti, laisse implicitement s'accréditer cette erreur auprès des lecteurs communistes de ce quotidien.

L'idée du presidium y est dénaturée, ridiculisée, présentée comme une tentative d'instaurer sur le Parti la domination d'hommes assoiffés de dictature personnelle et de centralisme oligarchique.

En même temps, le *Journal du Peuple* fait, dans ses colonnes, campagne en faveur du bloc électoral des gauches.

Mais la chose la plus grave c'est la campagne persévérante, couverte ou masquée, menée dans le même journal par des membres du Parti et du Comité directeur contre l'Internationale

elle-même. Il serait aisé de multiplier les preuves de cette opposition; nous nous bornerons à citer au hasard quelques exemples:

Le 31 août, Fabre écrit: « Lénine comprendra, en un bref débat contradictoire, combien il est pénible pour la fierté d'un pays de recevoir constamment des leçons et des ordres. »

Le 4 décembre, à propos du Présidium: « Ne serait-ce pas l'Exécutif qui n'envoie pas d'ukases mais qui terrorise tout le monde, — sauf peut-être votre serviteur, — qui, par le canal de son compère Lorient, présente un nouvel enfant sur les fonts baptismaux du Congrès de Marseille? L'Exécutif est là pour exécuter. Son rôle devrait se borner à entériner les décisions prises et ratifiées... D'autres ambitions l'animent. »

Le 18 décembre: « L'Internationale et l'Exécutif ne sont pas qualifiés pour s'immiscer dans les questions d'ordre intérieur des partis adhérents à l'Internationale. »

Dans le même journal, le 31 août, Verfeuil dénonce ce qu'il appelle dans son titre: « L'Erreur des Bolcheviks ». Il reproche à ceux-ci d'avoir créé la III<sup>e</sup> Internationale au lieu de s'emparer de la direction de l'ancienne.

Le 21 décembre, le même, insinuant que l'Exécutif a joué un rôle odieux, écrit: « Nationalistes, parce que nous protestons, à l'occasion, contre les ingérences excessives ou maladroites de l'Exécutif... L'Internationale ne doit pas devenir une gendarmerie. L'Exécutif n'a pas à servir des haines personnelles, ou des intérêts particuliers. Il n'a pas, obéissant à des suggestions plus ou moins mesquines, à lancer des mandats d'amener ou à ouvrir des instructions. Zinovief, même flanqué de l'adjudant Souvarine, s'il est le généralissime de l'Internationale, n'est pas le colonel du régiment que constitue, dans cette grande armée rouge, la Section française. »

Le 16 décembre, Quinton intitule son article: « Pas de centralisme d'importation ». Il dit: « Le peuple russe a passé de la tyrannie tsariste à la discipline révolutionnaire, en y trouvant un progrès. En France, le peuple y verrait une régression. Il faudra toute la passion, toute l'exaltation de la période d'insurrection révolutionnaire, pour lui faire accepter un instant une discipline quelconque. »

Le 30 octobre, Victor Méric, sous prétexte de critiquer un article de Souvarine sur la tactique électorale, écrit: « Notre tactique! C'est clair, cela veut dire sans le moindre doute qu'il s'agit de la tactique imaginée par l'Exécutif, tactique « né varietur » s'appliquant à tous les milieux, à toutes les latitudes. Pendant que nous en avons encore le temps et avant que nous soit supprimée toute possibilité de critique et de polémique — silence dans les rangs! — voyons un peu quel est le fin du fin de cette tactique dont le moins qu'on puisse dire est que si elle semble conforme à l'esprit russe, elle aurait cependant gagné à ne pas être rabattue trop brutalement sur le plan français. »

Les 5 et 6 janvier, Gouttenoire de Toury accuse Cachin et Frossard de s'être inclinés sans courage devant les violences de langage venues de Moscou (« déjà! » dit-il). Il reconnaît que les deux tendances du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale et des reconstituteurs ne se sont jamais fondues et que ces derniers esquivaient la réalisation de leurs engagements.

### Le Comité Directeur couvre ces faits

La direction du Parti, malgré les efforts d'une faible minorité, ne faisait rien, ni pour rétablir la vérité, ni pour imposer à certains journalistes membres du Parti le respect de la discipline politique dont la nécessité avait été proclamée à Tours.

Elle laissait se cristalliser autour du *Journal du Peuple* la tendance opportuniste de droite dont l'hostilité à l'Internationale et à sa discipline, grandissait, s'exprimait publiquement à coups d'allusions perfides, cherchait à atteindre Moscou à travers les hommes.

Il est d'ailleurs incontestable que l'audace du *Journal du Peuple* fut grandement encouragée par la tolérance de la direction du Parti vis-à-vis de la campagne confusionniste du journal *La Vague*.

Le 19 juillet, le Comité directeur avait unanimement, sur notre proposition, décidé de déférer Brizon à la Commission des conflits, aux fins d'exclusion. C'est seulement quatre mois après, le 17 novembre, que fut saisie la Commission des conflits. Pour combattre le confusionnisme et l'opportunisme de droite, comme pour appliquer les décisions de l'Internationale, nous retrouvons le même assemblage des assurances verbales et des résistances passives et sourdes.

Le 25 octobre, le Comité directeur est en possession d'une lettre de Souvarine et d'un long rapport de celui-ci sur le travail du Comité exécutif de Moscou.

Le Comité directeur estime qu'il n'a pas le temps de prendre connaissance de ce rapport, non plus que d'examiner le fond de la lettre de Souvarine, mais il absorbe le temps de sa séance à l'examen de quelques épithètes employées par Souvarine à l'égard de certains membres du Comité directeur.

Le 1<sup>er</sup> novembre, nous saisissons le Comité directeur d'un article de Victor Méric paru dans le *Journal du Peuple* du 30 octobre 1921, article de nature à discréditer notre représentant à l'Exécutif et l'Internationale communiste elle-même.

En l'absence de Méric, l'examen de cette affaire est ajourné à la séance suivante.

Le 8 novembre, nous déposons la motion ci-dessous :

« Le Comité directeur, ayant pris connaissance des articles publiés par Victor Méric, le 30 octobre et le 4 novembre, dans le *Journal du Peuple*, considère que ces articles dépassent le cadre des critiques qu'un membre du Parti a le droit d'adresser à son Parti et à l'Internationale; il estime que ces articles sont de nature à discréditer à la fois le représentant du Parti français à l'Exécutif et l'Internationale communiste elle-même.

« En conséquence, le Comité directeur blâme le camarade Méric et l'invite à renoncer, à l'avenir, à la publication de pareils articles. »

La discussion de cette motion fournit à la majorité du Comité directeur l'occasion d'examiner non pas le cas Méric, mais le cas Souvarine. C'est ce dernier qui prend, au mépris de toute vérité et de toute logique, posture d'accusé. Cependant, devant l'affirmation de Méric qu'il n'a pas entendu parler en termes ironiques de l'Internationale, le Comité directeur décide de demander à Méric de publier un article rectificatif. Le camarade Méric, malgré l'engagement pris par lui, n'en a rien fait.

Comme, à la tribune du Congrès de la Fédération de la Seine et du Congrès de Marseille, il a nié avoir pris cet engagement, nous rapportons ci-dessous la fin des débats de cette séance du Comité directeur :

« FROSSARD. — Il y a, en effet, deux questions: la question Méric et la question Souvarine. La question Méric peut être tranchée ce soir, quant à la question Souvarine, elle doit l'être à bref délai, et je propose que cette semaine, le Comité directeur se réunisse à nouveau. Lorient propose la publication d'un article par Méric, où il interprétera sa véritable pensée. Méric doit accepter et le C. D. doit accepter la motion Ker légèrement rectifiée.

« MERIC. — J'accepte de publier cet article et j'accepte également la motion Ker.

« DUNOIS. — Méric devra veiller à ce que cet article qui doit éteindre le feu, ne l'attise pas et ne fasse rebondir l'affaire.

« MERIC. — Le Comité directeur peut me faire confiance; j'agirai dans ce sens. »

L'inertie du Comité directeur devant ces actes répétés d'indiscipline provoque dans l'Internationale une émotion dont le camarade Souvarine se fait l'écho dans une de ses récentes lettres au C. D. :

« La situation intérieure du Parti au point de vue politique, dit-il, a retenu l'attention de l'Exécutif. La lecture de la collection du *Journal du Peuple*, des quatre derniers mois, dont la révélation avait été pour moi une surprise lors de mon voyage à Berlin, a été à plus forte raison une surprise pour l'Exécutif. Les articles de Fabre m'attribuant personnellement un rôle que non seulement je n'ai jamais joué, mais encore qui ne ressemble en rien au mien, qui me charge de toute la responsabilité des décisions prises par l'Exécutif et revendiquées par celui-ci dans son entier et qui me les impute à crime; les articles de Verfeuil remettant en question la création même de l'Internationale communiste et de l'Internationale syndicale rouge; les articles de Méric commentant de si singulière façon les résolutions de l'Exécutif, concernant le Parti français; l'article de Rappoport en faveur de Serrati; tout cela constitue des symptômes inquiétants de la formation dans le Parti français d'une droite hostile à l'Internationale communiste. Il a donc été convenu que plusieurs camarades écriraient des articles pour combattre cette droite et éclairer la masse du Parti français sur le danger renaissant du plus mauvais opportunisme. »

### Le Presidium

Malgré ces avertissements, l'attitude du Comité directeur continue de légitimer les appréhensions de l'Internationale et de notre délégué à l'Exécutif. Oubliant l'engagement pris à l'égard de Moscou, de présenter au Congrès de Marseille un projet de réorganisation du centre du Parti, le Comité directeur laisse les semaines s'écouler et se commencer les Congrès fédéraux sans présenter aucun projet. Il est visible que rien ne sera soumis au Congrès de Marseille.

C'est alors que le 29 novembre, nous référant à la pensée de l'Internationale et à la connaissance de l'état de notre Parti, nous déposons devant le Comité directeur un projet de constitution d'un Presidium qui, s'il est immédiatement pris comme base de discussion, peut être encore utilement examiné au Congrès de Marseille.

Il est évident que toute lenteur apportée à la solution de cette question aura pour résultat, soit de l'ajourner *sine die*, soit d'imposer au Parti une solution de fortune insuffisamment étudiée.

Cette perspective n'arrête cependant pas le Comité directeur qui refuse de discuter le projet et le condamne en bloc, en déclarant y voir une tentative de main mise sur le Comité directeur et le Parti.

Ce n'est que le 10 décembre, après examen dans l'intervalle d'un second projet décidé hors de nous et à la rédaction duquel nous sommes complètement étrangers, que le C. D. discute et adopte le projet Frossard.

Ce qui inspirait notre projet, c'était l'idée de substituer au « centralisme monarchique » actuel qui confie les destinées du Parti, non au Comité directeur, mais au secrétaire général du Parti, le véritable « centralisme démocratique » qui assure la direction politique quotidienne au moyen d'un collège restreint siégeant en permanence et responsable devant le Comité directeur.

Il est faux de prétendre, comme on l'a dit au C. D. et publiquement dans la presse, que la réalisation d'un tel projet dépouille le C. D. de ses pouvoirs.

Il est faux d'affirmer que nous avons eu l'intention de créer un organisme à notre profit pour nous emparer de la direction du Parti.

Nous soutenons, au contraire, que l'inorganisation du centre du Parti, l'insuffisance de sa direction politique, rendent absolument illusoire les pouvoirs du C. D. et sont, en grande partie, la cause du malaise général dont souffre le Parti, et de l'arrêt de son recrutement.

Le projet Frossard, opposé au nôtre et adopté à Marseille, ne change rien à l'état de choses passé. Il a même le grave inconvénient de faire entrer dans la légalité communiste les déficiences génératrices de désordre et d'impuissance dénoncées par l'Internationale et par nous. Le Parti ne tardera pas à ressentir les inconvénients qui résultent de la pratique prolongée d'un système dont la faillite est évidente.

Il comprendra ce qu'a d'insensé et de perfide l'accusation de volonté de main mise sur le Parti portée contre ceux qui ont, à Tours, spontanément agi pour laisser les camarades reconstruc-teurs aux postes éminents qu'ils occupaient, qui, après Tours, ayant pris l'initiative de la création à Paris d'un quotidien du soir, ont, avec le même désintéressement, insisté pour en faire accepter la direction à un camarade qui n'était pas des leurs; qui, au retour de Moscou, en soldats disciplinés du Parti et de l'Internationale, se sont empressés, conformément aux décisions de l'Exécutif, de transférer au Parti les œuvres du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale et notamment le *Bulletin Communiste*, leur seule tribune.

## Le Congrès de la Seine

Soumise à l'influence directe du *Journal du Peuple* et du journal *L'Internationale* qui reflétaient, l'un l'opportunisme de droite et l'opposition ouverte à l'Internationale communiste, et l'autre, la complaisance complice de la direction du Parti; soumise à l'action personnelle des adversaires de l'Internationale et de ceux qui les couvraient de leur autorité, la Fédération de la Seine manifesta, dans la confusion de son Congrès, les conséquences déplorables de la situation que nous venons d'analyser.

Ces influences se manifestèrent de façon concrète dans ce Congrès :

1° Par une motion de politique générale qui était visiblement une motion dirigée contre les membres du C. D. qui se sont précisément efforcés, comme nous venons de le montrer, de combattre l'opportunisme de droite;

2° Par l'adoption d'un mode de désignation du C. D., substituant le vote sur les personnes au vote sur la politique et préluant au vote dans la nuit qui s'est accompli à Marseille;

3° Par l'approbation de la politique du C. D., qu'on semblait vouloir blâmer, politique qui édulcorait les engagements pris envers l'Internationale.

A la lumière de ce qui précède, tous les militants sont maintenant en mesure de comprendre le sens réel du Congrès de Marseille et de voir que ce ne sont pas des personnalités, mais des politiques essentiellement différentes qui s'y sont confrontées.

Le caractère politique du vote éliminant le camarade Souvarine du Comité directeur est évident. Le fait que notre représentant à l'Exécutif a été seul frappé d'ostracisme ne signifie nullement qu'il n'y avait là qu'une question de personne.

Dans la Fédération de la Seine où s'est amorcée, pour s'étendre ensuite en province, la campagne qui a abouti au vote de Marseille, tous les anciens militants du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale qui avaient, au C. D., manifesté leur hostilité à la politique de l'organisme central étaient, à l'origine, frappés du même ostracisme.

C'est uniquement parce que le caractère politique de l'opération serait apparu avec trop d'évidence qu'on s'est décidé à réagir contre le zèle imprudent de certains néophytes.

Ainsi, l'équivoque subsistait, permettant à quelques camarades sincères d'affirmer, à Marseille, que le caractère politique du vote du Congrès n'était pas évident.

C'est pour faire cesser cette équivoque, pour poser clairement et rapidement le problème devant les masses militantes du Parti et non par amitié personnelle pour Souvarine que quatre d'entre nous ont démissionné du Comité directeur où ils venaient d'être réélus.

On peut trouver d'excellents arguments pour ou contre leur démission.

Nous persistons, cependant, à croire qu'elle était nécessaire dans l'intérêt supérieur du Parti et du communisme. L'éveil de l'attention du Parti tout entier sur des questions de l'importance de celles que nous venons d'examiner nous paraît devoir donner de meilleurs et plus rapides résultats que l'opposition au sein

de l'actuel Comité directeur d'une petite minorité d'autant plus impuissante que son action serait restée sans écho dans les masses mal informées et aurait été considérée par celles-ci comme ne correspondant à aucune divergence politique essentielle mise en lumière dans les assises antérieures du Parti.

## La situation depuis le Congrès de Marseille

Pour se convaincre de la nécessité qu'il y avait à Marseille de porter au grand jour la « lutte dans la nuit », qui résulte inévitablement du désordre généralisé que nous venons de signaler, il suffit de considérer l'attitude prise depuis le Congrès de Marseille, par l'organisme central du Parti et certains militants.

Même silence du Comité directeur devant l'action publique des contempteurs de l'Internationale, même impunité assurée à la publication d'articles polémiques dirigés à la fois contre les nouveaux mots d'ordre de l'Internationale et contre nous.

Le 9 janvier 1922, le directeur de *l'Humanité*, qui n'a jamais écrit un mot contre la campagne opportuniste du *Journal du Peuple*, nous adresse dans l'organe officiel du Parti, à nous qui n'avons encore rien dit, un « appel » qui s'intitule « Amical » et qui est en réalité une menace.

« Bien mal inspirés, écrit-il, sont ceux de nos camarades qui, sans aucune raison grave, parlent de créer des tendances, essayent de faire revivre les querelles périmées contre ceux qu'ils appellent les centristes, tentent de nous classer arbitrairement en communistes de zones inégales... Si, dès le début de l'exercice qui s'ouvre, certains camarades méconnaissent ces vérités, c'est le Parti, dans son ensemble, qui serait contraint de les rappeler à sa discipline indispensable. »

Ainsi, au nom de la discipline, on nous somme de garder le silence, mais on laisse se poursuivre la campagne en faveur de la politique concrétisée par les faits que nous venons de mettre en lumière.

Dans le *Journal du Peuple*, cette campagne s'amplifie et se précise. Ceux qui la mènent, mis en confiance par les résultats du Congrès de Marseille, se font chaque jour plus audacieux. Certains de leurs articles sont maintenant de véritables défis à la conscience communiste, au Parti et à l'Internationale.

Le 12 janvier, Henri Fabre peut voir dans le « Front unique » le triomphe de sa politique, déclarer avec une feinte modestie que Zinovieff est d'accord avec lui et écrire :

« Je n'ai qu'une observation à faire au principal protagoniste du Front unique pourquoi avoir démoli, à coup de pistolet, l'unité socialiste et ouvrière? »

Le 13 janvier, Victor Méric peut, en faisant allusion au *Journal du Peuple* et à la motion du Comité exécutif de l'Internationale sur la presse, dire :

« Tel qui dénonçait àprement ce journal hérétique va se féliciter sans doute que nous nous soyons dressés pour en empêcher le « zigouillage ».



---

---

**LIRE**

---

---

Tous les matins

**l'Humanité**

Tous les soirs

**l'Internationale**

Toutes les semaines

**le Bulletin Communiste**  
**la Voix Paysanne**

Tous les quinze jours

**l'Avant-Garde**

*ORGANES DU PARTI COMMUNISTE*

---

---

**LA BROCHURE**

**Un An après Tours**

EST MISE EN VENTE AUX

**CAHIERS COMMUNISTES**

123, Rue Montmartre, 123

Les 25 ex. . . . . **8** francs.  
Les 50 ex. . . . . **15** francs.  
Les 100 ex. . . . . **25** francs.

L'exemplaire : **40** c.

*Adresser les commandes au camarade RENÉ REYNAUD,  
123, Rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup> Arr.)*